



N° 107

Le 21 mai 1992

M^{ME} McDOUGALL ASSISTERA À LA CONFÉRENCE DE COORDINATION DE LISBONNE SUR L'AIDE AUX PAYS DE L'ANCIENNE UNION SOVIÉTIQUE

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, a annoncé aujourd'hui qu'elle assisterait à la Conférence sur l'aide économique aux pays de l'ancienne Union soviétique (AUS), qui aura lieu à Lisbonne les 23 et 24 mai. Pendant son séjour au Portugal, la Ministre participera également aux consultations bilatérales périodiques entre le Canada et la Communauté européenne (CE).

La conférence de Lisbonne est la seconde réunion ministérielle sur l'aide à l'AUS. La première a eu lieu à Washington, en janvier.

«La conférence de Washington a permis d'axer les efforts de la communauté internationale sur l'aide qu'il fallait apporter à l'AUS pendant un hiver de pénuries et de difficultés économiques. Il nous faut à présent prévoir des mesures à long terme, a déclaré M^{me} McDougall. Il faut avant tout mettre en place des réformes destinées à éviter que ne se reproduise la crise de cet hiver. Les efforts de collaboration et de coordination qui ont été entrepris depuis la conférence de Washington indiquent que la communauté internationale est bien décidée à appuyer à long terme les réformes et les réformateurs dans cette région.»

Depuis la conférence de Washington, les pays de l'AUS ont été admis au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ils ont été invités à assister à la conférence de Lisbonne, et auront l'occasion d'y prendre la parole. M^{me} McDougall y fera un exposé en sa qualité de coprésidente du Groupe de travail sur la situation alimentaire.

Le 24 mai, M^{me} McDougall rencontrera M. Pinheiro, ministre des Affaires étrangères du Portugal, qui occupe actuellement

la présidence de la CE, ainsi que le vice-président de la Commission européenne, M. Andriessen, pour la dernière en date des consultations ministérielles régulières aux termes de la Déclaration sur les relations entre le Canada et la CE.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent s'adresser au :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874



AIDE ÉCONOMIQUE DU CANADA AUX PAYS DE L'ANCIENNE UNION SOVIÉTIQUE

L'aide économique du Canada comporte plusieurs éléments : aide humanitaire, assistance technique, crédits alimentaires, crédits commerciaux et soutien aux sociétés commerciales canadiennes.

AIDE HUMANITAIRE

- ° Une contribution de 7 millions de dollars a été versée à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour l'achat de médicaments et de fournitures médicales (seringues, fil de suture, pansements, compresses, thermomètres) à l'intention des groupes vulnérables en Russie, en Ukraine, en Arménie, au Nagorny-Karabakh, au Kirghizistan, en Moldavie et au Bélarus.
- ° Les principaux groupes cibles ont été les enfants dans les hôpitaux et les orphelinats, ainsi que les personnes âgées autonomes ou en institution.
- ° Des vols effectués par le ministère de la Défense nationale entre janvier et mai 1992 ont acheminé la plus grande partie de l'aide.

ASSISTANCE TECHNIQUE

- ° Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est gère un programme triennal de 25 millions de dollars, dont le but est de fournir une assistance technique aux pays de l'ancienne Union soviétique et aux États baltes.
- ° Près de 50 projets d'une valeur approximative de 14 millions de dollars ont été approuvés par le Groupe de travail, dont plusieurs portent sur les secteurs critiques de l'énergie et de l'agriculture.
- ° Le programme a trois grandes priorités :
 - appuyer les réformes axées sur l'économie de marché en facilitant la création d'entreprises privées et la formation de cadres;
 - aider les sociétés canadiennes à accroître leurs ventes et leurs investissements dans la région, surtout dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles, de l'agriculture, de l'environnement et de la santé;
 - soutenir le développement de la démocratie.

CRÉDITS ALIMENTAIRES

- **Ligne de crédit de 1,5 milliard (\$US) de la Commission canadienne du blé (CCB) pour la Russie :**
Le Canada et la Russie ont signé un Accord céréalier à long terme le 1^{er} février, pendant la visite du président Eltsine. Au terme de l'Accord, la CCB vendra au moins 25 millions de tonnes métriques de blé et de céréales fourragères à la Russie sur 5 ans, avec un objectif de 5 millions de tonnes par année.
- **Ligne de crédit de 150 millions (\$CAN) de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) pour l'achat de produits alimentaires destinés à la Russie :**
La ligne de crédit sert à l'achat de produits tels que le maïs fourrager, l'huile végétale et la viande. Entre novembre 1991 et janvier 1992, des livraisons ont été effectuées en vertu de contrats passés avec l'ancienne URSS. Le protocole activant le versement des 62 millions de dollars restants a été signé avec la Russie le 28 avril.

CRÉDITS COMMERCIAUX

- **Ligne de crédit de 100 millions (\$CAN) de la SEE pour des biens d'équipement et des services destinés à la Russie :**
La ligne de crédit a été annoncée le 1^{er} février 1992 pendant la visite du président Eltsine, et a été signée le 28 avril.
- **Ligne de crédit de 50 millions (\$CAN) de la SEE pour l'Ukraine :**
La SEE a signé la ligne de crédit avec la Banque nationale de l'Ukraine le 18 février 1992. Une allocation de 28 millions de dollars a été consentie à même cette ligne de crédit.

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

- Le Canada a souscrit une part (3,4 %) du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; il prévoit à cette fin effectuer un paiement de 120 millions de dollars sur les 5 prochaines années.
- Le Canada est disposé à contribuer à un Fonds de stabilisation du rouble mis en place dans le cadre des Accords généraux d'emprunt du Fonds monétaire international (FMI), en conjonction avec la mise en oeuvre, par la Russie, d'un programme de réforme économique approuvé par le FMI. Les discussions se poursuivent sur les modalités d'un tel fonds. La part canadienne du fonds de 6 milliards (\$US) équivaldrait à un prêt de quelque 300 millions (\$US).